

Islam

"Vous savez, des journalistes de toute la France sont venus à la Mosquée de Bondy. Des Américains, des Allemands. Et bien j'ignore pourquoi, vous êtes le premier à qui j'autorise de prendre une photo à l'intérieur de la Mosquée." Mohammed Meniri, maître des lieux, m'ouvre les portes de son bijou, la première mosquée du 93, la seule totalement autofinancée, un lieu saint que les Bondynois ont attendu pendant 20 ans.

Depuis que 300 fidèles se réunissent à chacune des cinq prières, jusqu'à 1'500 le vendredi, le Maire aime parler de "sa Mosquée". Il en a pourtant fallu de la patience et de la persévérance: prier pendant vingt ans dans des caves, des salles aménagées, surpasser la méfiance née du 11 septembre, réunir la somme nécessaire en refusant toute donation revendiquant un droit d'ingérence. Le 4 novembre 2004, Bondy s'offre sa Mosquée, en contrebas de l'autoroute B3.

"Les jeunes jouissent d'un regain spirituel, pas seulement musulman. Le matérialisme touche peu à peu ses limites et revient à des valeurs sûres, la Religion, quelle que soit son nom". Monsieur Meniri est du genre ouvert: il accueille dans son lieu des écoles chrétiennes. Pour expliquer le nombre de jeunes convertis à l'Islam, il répète que c'est la seule foi qui reconnaît toutes les autres, la seule croyance qui progresse dans la continuité.

Lors des émeutes de banlieue, Monsieur Meniri et le maire se téléphonaient tous les jours. On les a vu ensemble se rendre sur le terrain. "Je suis en accord avec la politique du maire. Il est à notre écoute. Lors de la rupture du ramadan, l'Aïd-el-fitr, il est venu nous rendre visite."

Islamophobes de tous pays, foncez à la Mosquée de Bondy rencontrer Mohammed Meniri!

Et s'ils avaient raison de faire du journalisme scandaleux.

"T'as rien à foutre ici, connard! Fous l'camp!", me hurle un jeune encapuchonné, accroché à ma fenêtre. Le temps d'ouvrir la fenêtre, il a disparu. Peut-être nous ferons-nous casser la gueule, histoire de payer pour les autres?

L'initiative qu'a osé l'Hebdo est une expérience riche. Il faut savoir qu'elle ne fait pas l'unanimité. A rester ainsi à l'écoute d'une ville, sur le long terme, offrir une tribune ouverte, un porte-voix, ne sommes-nous pas simplement en train de foutre la merde à Bondy?

Pour répondre à la demande, n'aurais-je pas meilleur temps de m'offrir les services d'un entremetteurs, qui me mettrait en contact avec un gang, un vrai. Protégé par un garde du corps, j'achèterai leur témoignage et leur portrait photogénique avant de sauter dans un taxi pour fêter ça avec les filles de Pigale...

Samedi, une heure du matin. Pris mon vélo pour tourner dans Bondy. Nord et sud. Rien à signaler, sinon les autos qui filent vers Paris, les télévisions qui grésillent, une vague odeur de boulangerie et deux trois personnes dans des cabines téléphoniques.

La violence bondynoise est plus sournoise. La drogue, la prostitution et l'enfer des clandestins est un dénominateur commun, hélas, à toutes les villes d'Europe. Il suffit de tendre l'oreille. La cause de la révolte des banlieues françaises ne fait pas de bruit. En une semaine à Bondy, je n'ai pas entendu une seule fois le nom du président de la République. Peu de mots sur la mosquée gazée et le fameux transformateur EDF. Ce que j'ai entendu, ce sont des frustrations simples et essentielles: le chômage, le sous-emploi des entreprises qui tourment, les salaires démesurés, la mauvaise répartition des logements, l'absence de perspective professionnelle, des choses qui ne feront jamais les gros titres. Un doigt tendu vers la maison du "Docteur André Robert", avenue André Barbousse 14 où vivent deux personnes dans un sept pièces, alors que "des familles vivent à 18 dans un F3 en déclarant 5 personnes". Ce que l'on appelle la "Cour des Miracles", une place de Bondy Nord où se réunissent une canette à la main tous les Rmistes du quartiers. Un concierge qui a "sauvé" une femme la nuit

dernière en lui trouvant un logement provisoire. De petites choses invisibles. Du jour le jour. Du concret.

Nicolas Sarkozy est une cible trop facile, le rejeté tout azimut de la gauche, des banlieues, des chiraquiens et des médias, le "fusible idéal". Ne faisons pas la même erreur que lui, en attribuant à quelques épiphénomènes toute la responsabilité des émeutes. N'oublions pas les profondes racines sociales et économiques de la crise.

Les trois ados de la rue Noémie ont raison, "faut naître ici pour comprendre". Avec toute la bonne volonté du monde, trois mois d'observation ne peuvent saisir la portée de trente années de mépris.

Prostitution masculine

A chaque époque, son marché aux esclaves. En période de "grosse galère", les démunis se vendent devant les grande "chaîne commerciale". Les banlieues sont démerdes. Plutôt que de rester les bras croisés, elles vont jusqu'à se vendre à des employeurs peu scrupuleux.

Devant les grilles de la "Plateforme du Bâtiment", débit de matériaux de construction, une dizaine d'hommes encapuchonnés attendent, par petits groupes, un client qui aurait besoin d'un coup de main. Ils font le trottoir. Je rejoins deux d'entre eux. Ils ne parlent pas français. Très vite, ils sont tous les dix autour de moi. "Combien pour la journée ?" Les plus ambitieux espèrent 80 euros. Les prix tombent. "Cela dépend du travail, chef. Qu'est-ce que vous voulez? Carrelage, maçonnerie?" Je reste éluusif et continue à poser des questions. "Bien sûr qu'on s'est déjà fait entubé par des patrons qui ont foutu le camp sans payer après une semaine de taf!" Certains me lorgnent déjà d'un œil méfiant. Ceux qui redoutent la brigade des clandestins s'en vont. Tant pis. J'annonce mes intentions journalistiques, mon intérêt pour leur occupation et propose à celui qui parle le mieux le français de boire un café. Naïf. Il ne reste devant moi plus que les deux Roumains non francophones qui n'ont rien compris. En partant, un Marocain me lance tout de même: "Tu vois, ici, c'est comme à la pêche. Aujourd'hui, il n'y a rien. Les flics? Ils savent tout. On n'a jamais eu de problèmes. Ils laissent faire". Un passant s'indigne simplement: "des privés qui embauchent des clandestins, passe encore, mais vous savez, la plupart sont des entreprises!"

En remontant la N3 sur trois kilomètres, on parvient à Batkor, autre magasin de construction. Cette fois, je rejoins les "ouvriers de l'ombre", en silence, et dépose ma besace à côté de la leur. "Tu fais quoi toi?" Je réponds: "peinture et maçonnerie". On attend. J'apprends le métier. "Tu sais, si tu vas pas vers le client, tu vas jamais travailler. Faut parler." Ceux qui ne vont pas vers le client sont les non francophones. Ils ont tous un ami qui démarché pour eux, un ami qui a un téléphone portable pour convenir d'un rendez-vous. Après deux heures de démarches infructueuses, mes collègues de circonstance vont manger. "Si on attrape rien le matin, d'habitude, ça marche l'après-midi."

Au Conforama de Bondy, même attroupement d'hommes devant l'entrée. "Monsieur, besoin d'une camionnette?" Ils proposent le service de leur bus pour ramener les meubles à domicile. L'agent de sécurité du centre commercial a deux missions: tamponner les tickets pour vérifier les achats des clients et empêcher les "transporteurs" de venir se réchauffer à l'intérieur du magasin. Ces derniers demandent 20 euros pour emmener un matelas (et mon vélo) à Blanqui, à dix minutes de route. On peut marchander. S'il faut le monter au second étage, c'est 5 euros supplémentaires. "Le week-end, on peut gagner jusqu'à 200 euros en un seul jour! Des problèmes avec la police? Mais on rend service, nous. Et puis on n'est pas des clandestins. Eux n'ont pas de permis de conduire, encore moins de camionnette. Et pis attends, tu sais qui fait la sécu dans les boîtes, au black? C'est les flics!"

"Si tu veux du taf, tu dois mentir"

"Prendre l'adresse d'une cousine qui habite en dehors du 93, préciser en gras l'identité française et inventer des expériences professionnelles." Malgré cela, des 500 demandes d'emploi qu'a posté

Soufiane, 200 sont restées sans réponse et 290 ont été négatives. Des dix entretiens obtenus, la plupart n'étaient que des invitations bidon pour remplir les quotas de "recrutement périphérique" et pouvoir clamer "moi aussi, je convoque mes Arabes".

Son Bac + 2 ne lui est d'aucune utilité. "Mon défaut est d'avoir fait mes études à Bondy. Ici, on s'enferme". Dans sa classe de lycée, seuls le Français et l'Antillais ont trouvé immédiatement du travail. Les autres se sont présentés à la ANPE. Soufiane se souvient avoir été reçu par une "dactylo débutante" qui ne lui a rien proposé sinon un prochain entretien six mois plus tard. Soufiane s'en est sorti seul. Deux mois à la manutention du discount Ed, à Bondy nord (1000 euros pour 40 heures d'exploitation). Quelques autres expériences, parfois bénévoles, pour les enfants du quartier, parfois au noir, pour différents commerces. Soufiane survit, mais ne trouve rien.

Né à Bondy, il ressent parfois la tentation de "rentrer au Maroc", mais il sait qu'il sera aussi un étranger là-bas. "En France, on n'aime les cités que pour rigoler. On invite les comiques issus de la banlieue sur les plateaux TV. Pour le taf, il faut aller voir ailleurs."

Humour noir à Bondy Nord

Omar: "Nous, on est la France du bas. "

Félix: "Arrête, moi, je suis la France du haut. J'habite au huitième."

Omar: "Ouais. La France du haut... pour mieux sauter!"

Sur la "Place des Miracles", au pied du discount Ed, ils font passer le temps, et le joint. L'un, né au Sénégal, 26 ans, n'a plus travaillé depuis le retrait de son permis de conduire pour ivresse. L'autre me propose un témoignage bidon où il serait l'instigateur des révoltes, pour 20 euros. "La télé se fait des couilles en or sur notre misère. Toi, tu dois toucher une prime de risque de ouf pour venir ici. Tiens, on te casse les dents et on partage la prime, ok?"

Belakhdar, l'enfant de la République

Au café du Moulin, Place de la Gare, Hamid Belakhdar, enseignant au Lycée Professionnel Léo Lagrange, intervenant à l'Institut Universitaire Professionnalisé "Ville et Santé" de Bobigny et membre du Parti Socialiste, est chez lui. Le bar le salue et le patron lui offre la pizza de bienvenue. Il me présente son frère. On s'installe au calme pour qu'il me raconte Bondy:

"Je suis né en Seine Saint Denis et y vis depuis 45 ans. J'aurais pu muter depuis longtemps vers d'autres départements plus calmes, plus prestigieux, mais j'ai décidé de faire ma carrière professionnelle ici. On m'a même proposé un poste de Proviseur, mais rester, c'est un choix.

En tant que professeur, je m'efforce d'être cohérent: ni absentéisme, ni humiliation. Résultat, je n'ai jamais subi d'insultes, jamais eu de pneus crevés... En classe, nous représentons l'esprit républicain. Pour les jeunes, nous passons avant l'autorité policière. J'ai la chance d'avoir beaucoup d'amis d'enfance bondynois, qui maintenant sont parents d'élève. Ainsi, tout se passe dans le respect mutuel. Si on donne aux jeunes leur chance, ils travaillent, se donnent, se dépassent et leurs résultats scolaires sont bons!

L'attribution des facs? Il n'y a pas de favoritisme mais une sectorisation difficile. Le logiciel Ravel s'en occupe en toute objectivité. Ce que je déplore c'est l'autonomie financière des universités prestigieuses qui ont un Nom. Par exemple l'université privée de M. Sarkozy dans les hautes Seines, la faculté "Léonard de Vinci". En Seine Saint Denis, il n'y a que des numéros pour nos deux facultés: Paris 8 et Paris 13. C'est humiliant. Alors, Pourquoi ne pas classer les Universités en Zone d'Education Prioritaire (ZEP)?

Culturellement, Bondy Nord n'offre aucune opportunité. Il faut prendre le RER et dépenser beaucoup d'argent. C'est du gâchis, car les potentialités et la créativité de nos jeunes sont fantastiques. Tant d'acteurs, de comiques et musiciens viennent des "ghettos". Bondy Nord est un no

man's land. Les maisons de quartier ferment à 18 heures et ne sont que des annexes administratives. Tout ce qui a été fait n'est que du "rafistolage". On n'a pas su gérer l'afflux des populations "pauvres" qui ont dû quitter les quartiers populaires de Paris pour s'installer à Bondy Nord, "riche" en logements sociaux. Ceux qui aimaient le quartier ont dû partir et ces vieilles "barres" vieilles de 45 ans sont toujours là. Vous vous rendez compte! Des gens ont payé 45 ans de loyer et vivent dans le même taudis! La République leur doit plus de reconnaissance.

Bondy a raté le coche en 1985, lorsque le précédent maire a refusé le Développement Social des Quartiers (DSQ), une aide nationale allouée aux quartiers les plus défavorisés. La mairie ne voulait se considérer comme une cité pauvre.

En réaction, pour empêcher que les jeunes basculent dans la violence, j'ai mis sur pied des projets. Il y a quelques années s'était ouverte une école de jazz, parrainée par le fils de Django Reinhardt et les professionnels du monde du jazz, à Bondy Nord, dans des locaux municipaux. Un succès salué par la visite de beaucoup d'officiels, dont le Ministre de la Culture. La Mairie a mis le verrou et cette belle aventure s'est terminée au Palais de Justice qui m'a donné raison. C'est aberrant. La musique est un véhicule d'intégration culturelle dans un quartier, dans une République. Tout le monde connaît les sept notes. C'est un langage universel qui tend vers une Fraternité Universelle. Non, vraiment, les voyous ne sont pas ceux qu'on croit. La violence institutionnelle peut faire plus de mal qu'un briquet et un peu d'essence.

Aujourd'hui, je travaille avec mes élèves sur le Jumelage du Lycée de Bondy avec le Lycée de Nédroma, une petite ville près de Tlemcen, en Algérie. Si je suis né à Paris, mes origines sont là-bas et je sais que les jeunes gagneraient beaucoup à se rencontrer sur un travail de mémoire, de solidarité et d'amitié entre ces deux pays qui ont une histoire commune, une histoire qui vient d'être entachée par l'article 4 de la loi du 23 février 2005.

Je dis cela sans relativiser les problèmes auxquels sont confrontés les jeunes d'ici. On leurs dit toujours qu'animateur est "un très beau métier". Le BAFA (brevet d'aptitude à la formation d'animateur) est la seule voie qu'on leurs propose. On entre dans la "tribu des Bafa-Bafa". On s'use les nerfs dans des quartiers difficiles pour atténuer des années d'incohérence politique.

Pour atténuer la crise, on a voulu décaler le manque d'autorité politique sur l'ordre religieux. "Un imam vaut dix CRS", a-t-on entendu. Cela signifie l'échec de la République. Cet Islam n'est plus un lien culturel traditionnel, mais un ciment culturel et politique, la seule structure qui ait su canaliser la violence aux yeux de certains. Une preuve de la faiblesse de la République!"

Pas de fumée sans pneu

Une voiture calcinée - la seule que j'aie vu en trois jours de va et viens en bicyclette! – repose Rue Noémie, à deux pas du commissariat de Bondy.

Le premier passant ne l'avait pas vue. Le second sait que cela s'est passé de la nuit du dimanche 27 au lundi 28, mais ignore tout le reste. Le troisième me dit que c'est la seule ici, mais qu'elles sont légion à Bondy Nord (ndlr: c'est faux!). La quatrième ne comprend pas pourquoi le commissariat ne l'a pas immédiatement déplacée pour ne pas encourager à la récidive. Le cinquième m'apprend qu'il s'agissait d'une voiture volée un mois auparavant. Le sixième est un adolescent qui accuse directement les "petits casseurs de l'immeuble du bout de la rue". Les septièmes disent que le propriétaire ne l'a pas évacuée, parce que cela coûte trop cher. Le dernier mot revient à Mohammed qui vient juste de me rendre une petite visite: "C'est sûr, c'est un coup d'assurance".

Cela me rappelle "les cinq causes des émeutes", selon Samir, un jeune de Paris qui a sa famille ici: Les jeunes n'ont rien à perdre. Les jeunes sont révoltés. Les jeunes sont victimes d'injustice. Les jeunes sont solidaires du "meurtre de Clichy". Les vieux ont foutu le feu à leur vieille Citroën pour toucher l'assurance.

Qu'importe. Il y a autant de versions qu'il y a de passants. Ne jetons plus d'huile sur le feu.

Mémoire vivante

Journée porte ouverte au "Club du 3ème âge heureux", à deux pas de la Mairie de Bondy.

André Chaut, 82 ans. "Lorsque la Poste m'a envoyé à Bondy en 1947, elle m'a trouvé un logement à Blanqui, une aubaine, puisqu'ils étaient déjà rares à l'époque. En 1954, j'ai habité les premières constructions de Bondy Nord, beaucoup plus confortables qu'à Blanqui (...) Il y a toujours eu la queue à la Poste. Les ordinateurs n'ont rien changé. C'est la faute aux monnaies étrangères. Les conversions prennent du temps (...) Je n'ai jamais noué d'amitié avec les réfugiés... je veux dire les immigrés, pourtant on est correct avec eux. Ils vivent à part, c'est tout (...) Les émeutes? Je n'ai pas vu grand-chose. Cela fait trois ou quatre ans que les voitures brûlent. Ce qui m'a frappé est de voir mon immeuble encerclé par des CRS, alors qu'il n'y avait rien de spécial."

Marguerite Pottree, 93 ans. "A mon arrivée à Bondy, en 1950, j'étais veuve, avec trois enfants. Je travaillais beaucoup et pourtant, c'était ma plus belle époque (...) Je regrette beaucoup la disparition des petits commerçants. Il n'y plus que des grosses surfaces (...) Dans le temps, on était bien, mais aujourd'hui, il y a trop de malfrats. Je ne suis pas raciste, mais les Arabes et les Noirs, il y en a trop. Faut que chacun vive, mais c'est devenu difficile."

André Couderc, 82 ans. "Lorsque je suis né, Bondy comptait 15'000 habitants. J'ai vu la ville évoluer. C'était mieux avant. C'était un grand village. La "belle époque", c'était les années 1930. Après, il y a eu la Guerre. Ensuite, les gens se sont individualisés (...) Depuis 1981, je profite bien de ma retraite à Bondy. Il y a de quoi s'occuper. La salle des fêtes de la mairie organise beaucoup de soirées et j'adore voyager. Je suis allé deux fois au Maroc, la première, j'ai fait le sud, avec le Club. L'an dernier, je suis allé au nord. Non, je ne connais aucun Marocain à Bondy. Je m'étais lié avec un Mauritanien, mais il est décédé (...) Les émeutes? Vous savez, il y a des individus qui n'en valent pas la peine. Sarkozy parlait de "racailles", moi je dis "pourriture", mais il ne s'agit pas de tous les jeunes."

Le "Club du 3ème âge heureux": un éventail impressionnants d'activités pour 452 adhérents, dont "quatre ou cinq" proviennent de l'immigration.

"On nous abandonne!"

Dans la classe de "Bac Pro compta" du Lycée Lagrange de Bondy, deux étudiants seulement n'ont pas l'identité française. Tous proviennent de l'immigration. Se sentent-ils pour autant les enfants de la République? "On est obligé d'avoir les papiers français si on veut travailler..." Osant rappeler que le passeport n'est pas qu'une carte de crédit, que l'identité est autre chose qu'un enregistrement administratif, les langues se délient:

"Le niveau du bac régresse. Toute la motivation du monde ne suffit plus à trouver un débouché. La discrimination des employeurs nous décourage. Le nord-est de Paris n'a pas d'université. La plus proche est à Saint Denis et l'IUP de Bobigny est en train de se dissoudre... On nous abandonne, pour pas qu'on s'en sorte, pour qu'on s'en aille!"

La banlieue n'est manifestement pas à l'heure républicaine: "Y en a marre! Faut qu'on nous tende la main!" Si aucun élève n'a entendu parler du système des zones franches, tous demandent la même chose: "Qu'on ouvre des entreprises!"

Le débat s'oriente vers ce qui touche leur quotidien: "La seule structure de Bondy nord, le Palais des Sports, est presque toujours fermée. Pour aller là-bas, il faut s'inscrire, 250 euros par trimestre!" Une étudiante de Drancy, ville voisine du quartier nord, n'en revient toujours pas: "Là-bas, les gens sont entassés. Il n'y a que des magasins discount. En comparaison, Bondy sud, c'est Paris!" Les étudiants de Bondy nord se désolent que leurs petits frères et sœurs ne bénéficient plus du même encadrement. Les bénévoles ne suffisent pas. Mentionnant l'existence de la maison de quartier Balavoine, l'un répond que "c'est pour passer le temps, juste pour apprendre le français". On comprend que le problème réside également dans la diffusion de l'information. Quelqu'un parle alors de la Maison Georges Brassens, au sud de Bondy: "Un endroit chaleureux qui organise beaucoup de choses. Faut juste se renseigner." Une étudiante habitant Aulnay-sous-Bois compare la situation à sa

ville: "Au nord, c'est le ghetto. Au sud, il y a la gare, le conservatoire, la rue piétonne et les décorations de Noël."

La deuxième Grande Muette

"Les keufs, on les caillasse". Chacun selon ses mots, les Bondynois expriment une méfiance commune. Accusée de ne jamais être là quand il faut, de contrôler au faciès, de privilégier l'intervention à l'investigation, de désertier la périphérie, la Police n'a pas la cote. Interlocutrice incontournable, au front de la crise des banlieue, je voulais connaître son avis.

Première étape, faire la queue au commissariat de Bondy. L'agent d'accueil demande l'avis du supérieur hiérarchique qui me conseille de me rendre au "DPC de Bobigny". J'argumente. "Expérience inédite, à long terme, de proximité, pas de scandale, droit de relecture..." Non! Têtu, je refais la queue. Cette fois, l'agent prend l'autre porte, mais revient avec la même réponse négative.

Bien. J'enfourche ma bicyclette direction Bobigny. De l'Hôtel de Police, on m'envoie dans la seconde Zone administrative, tout au sud. Le réceptionniste ne semble pas savoir que faire de ma demande. Au premier étage, on m'explique qu'il faut faxer une demande d'interview au Directeur du Département de la Sécurité Publique et attendre la réponse, "mais sachez que ces derniers temps, on ne délivre presque plus de laisser passer".

Trois jours plus tard, après avoir passé dans les mains de trois instances départementales et de la Préfecture de Bobigny, ma demande est rejetée.

La Police aurait-elle quelque chose à se reprocher ?

Par Blaise Hofmann